

Extinction de masse?

L'humanité a-t-elle poussé la terre vers la 6<sup>e</sup> "extinction de masse" ? Question de définition, notent les experts, qui soulignent toutefois le rythme alarmant de disparition des espèces. "Lors des cinq précédentes extinctions de masse (par exemple à cause de l'impact d'astéroïdes, Ndlr), on a perdu 75% des espèces", explique Robert Watson (IPBES). Sur les 500 dernières années, la Terre en a perdu environ 2% et est donc encore loin de ce seuil, poursuit-il. Mais le rythme de disparition des espèces est jusqu'à plusieurs centaines de fois plus rapide que la moyenne des 10 millions d'années qui viennent de s'écouler. A cette vitesse, la barre des 75% pourrait être atteinte en quelques centaines d'années.

végétales sont menacées d'extinction.

■ C'est ce que montre le dernier rapport de l'Ipbes, le groupe d'experts de l'Onu sur la biodiversité.

■ "Nous sommes en train d'éroder nos moyens de subsistance."

# "La nature décline à un rythme sans précédent"

**Sans précédent.** Au terme d'une semaine d'intenses discussions, les représentants des 132 pays membres de la plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) se sont accordés sur une synthèse d'une quarantaine de pages qui résume l'essentiel de la première évaluation de l'état de la biodiversité mondiale.

## 1 million

d'espèces menacées

Le rapport de l'IPBES estime qu'environ un million d'espèces animales et végétales sont aujourd'hui menacées d'extinction, en partie au cours des prochaines décennies. Notre planète abrite environ huit millions d'espèces parmi lesquelles 5,5 millions d'espèces d'insectes.

Un rapport qui a pour vocation de permettre aux responsables politiques de la planète de prendre la me-

sure de la dégradation dramatique de la nature et, espèrent ses auteurs, d'apporter des réponses à la hauteur des enjeux.

Basé sur plus de 15 000 études scientifiques passées en revue par 150 experts issus d'une cinquantaine de pays, le tableau dressé ce lundi par le groupe d'experts des Nations unies (Onu) sur la biodiversité n'est guère réjouissant. "La nature décline globalement à un rythme sans précédent dans l'histoire humaine", soulignent les auteurs, insistant sur le fait que ce

"taux d'extinction des espèces s'accroît". Un effondrement qui a des conséquences graves et directes pour les populations humaines. "Nous sommes en train d'éroder les fondements mêmes de nos économies, nos moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, la santé et la qualité de vie dans le monde entier", avertit le président de l'IPBES Robert Watson.

Accélération des facteurs de destruction

Cinq causes principales sont à l'origine de ce désastre, poursuivent les scientifiques: les changements d'usage des terres et de la mer; l'exploitation directe de certains organismes; le changement climatique; la pollution et les espèces exotiques envahissantes. Autant de facteurs de destruction qui se sont accélérés au cours des cinquante dernières années et derrière lesquels on trouve la main de l'homme. "Les actions humaines menacent aujourd'hui de disparition plus d'espèces que jamais auparavant", relèvent les auteurs, qui soulignent au passage que ces dégradations sont "moins graves ou évitables dans les zones qui appartiennent ou sont gérées par des peuples autochtones et des collectivités locales". Populations dont les droits sont eux-mêmes remis en cause sous la pression croissante d'intérêts privés, comme l'illustre notamment la situation de la forêt amazonienne, cible de l'avidité de l'agrobusiness.

### Dynamique intenable

Exploitation des forêts, des ressources minières, des ressources en eau douce... "Au cours des cinquante dernières années, la population humaine a doublé, l'économie mondiale a presque quadruplé et le commerce mondial a décuplé, ce qui a fait exploser la demande d'énergie et de matériaux", pointe encore l'IPBES, qui souligne que les niveaux de consommation de biens matériels valent considérablement dans le monde et qu'une partie importante de la population n'a pas accès à ceux-ci.

Des inégalités qui risquent de se creuser et d'alimenter l'instabilité sociale et les conflits. Le rapport met

33%

Les poissons prennent l'eau  
En 2015, 33% des stocks de poissons marins ont été exploités à des niveaux non durables et 60% ont atteint la limite maximale pour une pêche soutenable. La pêche industrielle exploite aujourd'hui 55% des océans.

75%

du milieu terrestre est sévèrement altéré  
75% du milieu terrestre est "sévèrement altéré" par les activités humaines. Celles-ci affectent en outre 40% des milieux marins. Sous l'effet de diverses pollutions, les "zones mortes" se multiplient dans les océans.

ainsi clairement en évidence que cette dynamique de consommation est intenable sur le long terme, notant le lien qui existe entre augmentation de la croissance économique et destruction de la nature. Le réchauffement climatique qui s'est enclenché a d'ores et déjà un impact sur les écosystèmes et les espèces, précise encore le texte. Un impact qui va aller en s'aggravant et dont l'ampleur dépendra de notre capacité à limiter la hausse de la température moyenne mondiale.

### "Changement transformateur"

Environ un quart des émissions de gaz à effet de serre sont liées au directement, à la production agricole et au recours aux fertilisants, notent les auteurs qui relèvent l'importante responsabilité de l'élevage dans ce phénomène. Si les exploitations agricoles de petite taille (moins de 2 hectares) conservent généralement une biodiversité riche tout en fournissant près d'un tiers de l'offre alimentaire mondiale, il n'en va pas de même pour les filières de l'agro-industrie.

A ce propos, l'IPBES observe que 68% des capitaux étrangers allant aux secteurs du soja et de la viande bovine (principale cause de la destruction de la forêt amazonienne) transitaient par des paradis fiscaux. Le soutien finan-

cier fourni par les pays de l'OCDE à un type d'agriculture potentiellement nuisible pour l'environnement, était pour sa part estimé à 100 milliards de dollars en 2015.

En l'état actuel, il ne fait donc aucun doute que les objectifs d'Aichi adoptés en 2010 avec pour but de mettre un frein à l'érosion de la biodiversité à l'horizon 2020 ne seront pas atteints. Il n'est pas encore trop tard pour éviter de forcer dans le mur si l'on agit tout de suite, placent les experts de l'IPBES, qui ont exploré six stratégies possibles dont il ressort une conclusion majeure: en dehors d'un "changement transformateur", le déclin de la nature et des services qu'elle rend à l'homme se poursuivra, avec des conséquences catastrophiques.

Pour cela, il faut produire autrement; consommer moins et mieux; protéger les écosystèmes qui peuvent encore l'être et restaurer tant que faire se peut ceux qui sont déjà dégradés. On verra lors de la prochaine réunion de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique - qui se tiendra en Chine l'an prochain - si leur message a été entendu. Et surtout, comptés.

Gilles Toussaint

↳ Lire aussi en pages Débats

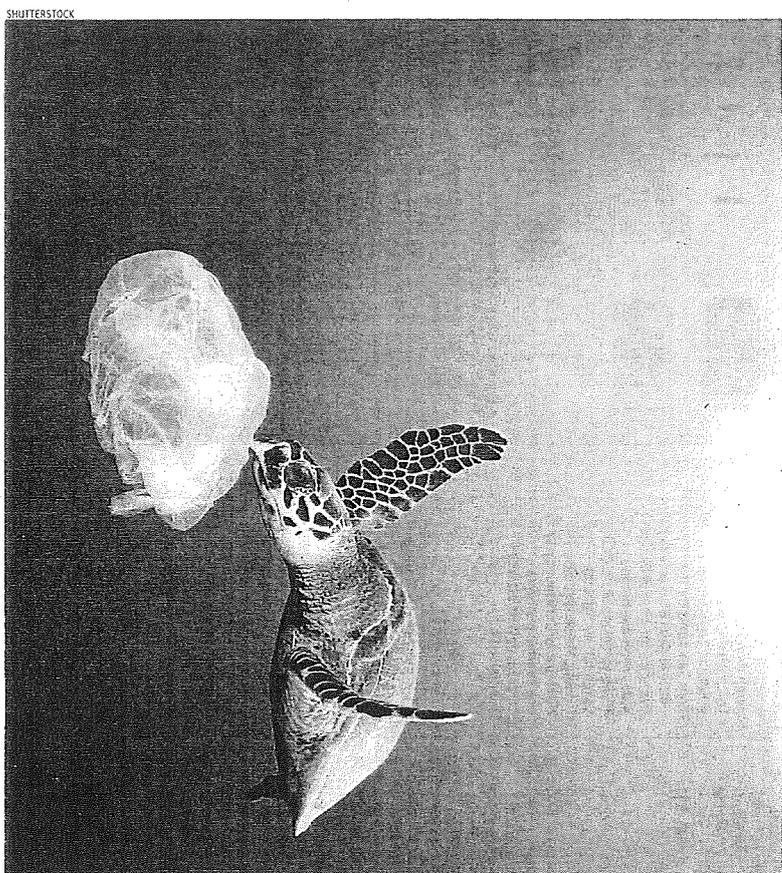
### Résumés

La biodiversité rend des services inestimables à l'homme

Source de richesses. L'être humain dépend de la nature pour boire, respirer, manger, se chauffer ou se soigner. La nature rend des services inestimables à l'homme. Ainsi, la production de cultures, vivrières, permise notamment grâce aux sols et aux insectes pollinisateurs, a augmenté de 300% depuis 1970. Et 60 milliards de tonnes de ressources renouvelables et non renouvelables sont tirées de la nature chaque année.

Plus de 2 milliards de personnes utilisent le bois comme source d'énergie et 4 milliards utilisent principalement des médicaments naturels. Les plantes et microorganismes jouent également un rôle crucial de filtrage de l'eau et de l'air. Et végétaux et océans absorbent chaque année 60% des émissions de CO<sub>2</sub> liées aux énergies fossiles.

La biodiversité n'est plus une question qui ne concerne que les autres espèces ou les générations futures: la perte de biodiversité a des effets néfastes sur la santé et l'économie, ici et maintenant", souligne l'écologiste Sander Jacobs (INBO). Ainsi, la dégradation des sols a réduit la productivité agricole sur 23% de la surface terrestre. Et la chute des populations d'insectes pollinisateurs met en danger les cultures, un risque que les experts évaluent entre 235 et 577 milliards de dollars par an. La couverture forestière représente aujourd'hui 68% de ce que elle était à l'ère préindustrielle, et elle a baissé de 290 millions d'hectares (6%) entre 1990 et 2015. (D'après AFP)



La nature nécessaire à l'humanité "décline plus vite que jamais dans l'histoire humaine", selon le rapport des experts de l'Onu.

SHUTTERSTOCK

seraient utiles à tous, en les combinant au savoir scientifique.

Le cas particulier des « peuples autochtones »<sup>1</sup> :

quelques points-clé du rapport de l'IPBES (2019, pp.143-149, résumé par N.Rigaux)

Ces peuples sont à la fois les plus vulnérables à la perte de la biodiversité vu leur dépendance à celle-ci tout en étant peu impliqués dans la production et la consommation de masse qui en sont l'origine. Par ailleurs, la prise en compte de beaucoup de leurs pratiques, de leurs savoirs et de leurs valeurs serait utile pour lutter contre la perte de biodiversité à l'échelle mondiale. Leur relation de longue durée à un même environnement les a rendus attentifs aux processus écologiques, développant des pratiques de chasse, de pêche, de culture et d'agroforesterie soutenables. Un certain nombre d'entre eux ayant développé un lien de nature spirituelle à l'eau, ils en font une gestion soucieuse de sa qualité et de la durabilité de son accès. De la même façon, le sens culturel donné à certains arbres et certaines forêts se traduit par une conservation aux résultats observables. Les savoirs qu'ils ont développés à l'échelle locale

<sup>1</sup> La locution en anglais « Indigenous people and local communities » a été traduite dans le communiqué de presse en français par l'IPBES par « peuple autochtone et communautés locales ». Le Glossaire du rapport les définit comme les

**L'avis de l'expert**

**Pour le professeur Marc Dufrêne** (ULg – Gembloux Agro-Bio Tech), il y a des décisions et actions prioritaires et évidentes à réaliser en Wallonie.

- 1. Un financement accru** des mesures de protection des milieux naturels, dont les subventions aux associations. Un petit exemple : auparavant, la loi permettait que des associations qui achetaient des terrains à protéger reçoivent 50% du prix d'achat en subvention. C'est fini, le ministre Collin a supprimé cette faculté pour limiter l'emprise des associations.
- 2. Augmenter la surface des réserves naturelles.** En Wallonie, elles ne représentent que 1% du territoire (soit près de 16 000 hectares) contre 3% en Flandre. Comment un tel retard est-il possible dans une région qui dit se soucier de la naturalité et du tourisme vert ? Il est urgent de remobiliser des budgets pour protéger ce qu'on appelle les zones centrales du réseau écologique.
- 3. Développer des modes de production primaire** qui soient, aux niveaux agricole et forestier, plus durables et mobilisent davantage la biodiversité plutôt que des intrants chimiques ou des plants exotiques.
- 4. Créer un observatoire de la biodiversité** – un lieu d'échanges entre acteurs divers – parce qu'on la connaît mal en Région wallonne. Depuis six ans, il n'y a plus ni projets ni équipes de recherche qui travaillent sur la biodiversité alors que les projets et recherches pour augmenter la production agricole (pas la qualité) ne manquent pas.
- 5. Lever la censure** qu'entretient la Région wallonne sur le travail des fonctionnaires et leurs diagnostics en la matière. L'opacité est de mise, les scientifiques externes sont exclus et les comités de pilotage sont vidés de leur substance.
- 6. Créer une agence de la biodiversité** parce que les enjeux ne sont pas sectoriels mais transversaux. La biodiversité, c'est aussi une affaire d'agriculture, d'environnement ou d'urbanisme.

LLB - 7 mai 19  
Page "Abitats"

« groupes ethniques qui descendent et s'identifient aux habitants d'origine d'une région » (ma traduction) contrairement aux personnes qui s'y sont installées ou l'ont colonisées plus récemment.